



HAL
open science

Préface

Bérangère Taxil, Isabelle Fouchar, Coralie Klipfel

► To cite this version:

Bérangère Taxil, Isabelle Fouchar, Coralie Klipfel. Préface. Bérangère Taxil; Isabelle Fouchar; Coralie Klipfel. Droit international et violences sexuelles dans les conflits armés - Contributions de la Chaire Mukwege (2019-2023), 42, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, pp.9-12, 2024, Transition & Justice, 978-2-37032-415-3. <hal-04926703>

HAL Id: hal-04926703

<https://hal.science/hal-04926703v1>

Submitted on 3 Feb 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY-NC-SA 4.0 - Attribution - Non-commercial use - ShareAlike - International License

Sous la direction scientifique de
Bérangère TAXIL, Isabelle FOUCHARD
et Coralie KLIPFEL

Droit international et violences sexuelles dans les conflits armés

*Contributions de la Chaire Mukwege
(2019-2023)*

Avant-propos de Denis MUKWEGE, prix Nobel de la Paix 2018



Institut Francophone
pour la Justice et la Démocratie

DROIT INTERNATIONAL
ET VIOLENCES SEXUELLES
DANS LES CONFLITS ARMÉS

Contributions de la Chaire Mukwege (2019-2023)



© Collection « Colloques & Essais »
éditée par l'Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie
Directeur scientifique : Jean-Pierre MASSIAS
Diffusion : L.G.D.J - lextenso éditions

Illustration de couverture :
Josh Estey, Sarah, survivante, Fondation Panzi
(© panzi.org)

ISSN 2269-0719
ISBN 978-2-37032-415-3
Dépôt légal : deuxième trimestre 2024

*Sous la direction scientifique de
Bérangère TAXIL, Isabelle FOUCHARD
et Coralie KLIPFEL*

DROIT INTERNATIONAL
ET VIOLENCES SEXUELLES
DANS LES CONFLITS ARMÉS

Contributions de la Chaire Mukwege (2019-2023)



2 0 2 4

Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie

Préface

Le présent ouvrage est l'un des fruits de plusieurs années de rencontres et de réflexion des chercheurs et acteurs de terrain investis au sein de la Chaire Mukwege. Celle-ci, dédiée aux violences sexuelles dans les conflits armés, rassemble, depuis sa création en 2018, les universités ayant décerné un Doctorat *honoris causa* au Dr. Denis Mukwege, quelle que soit la discipline universitaire de ses marraines et parrains. La Chaire comporte également des membres associés, du fait de leur grande expertise sur le sujet.

On sait que le phénomène des viols et violences sexuelles est massif dans nombre de conflits armés, qu'il n'est pas dû au hasard mais à des stratégies guerrières de forces et groupes armés qui visent à faire fuir des communautés, à détruire un groupe spécifique, à terroriser des populations civiles, à punir des opposants politiques ; qu'en niant l'humanité des victimes, l'acte produit des dégâts incommensurables à faible coût pour les auteurs ; qu'il détruit non seulement la victime, mais aussi le tissu social, à très long terme. Sur le terrain, notamment en République démocratique du Congo (RDC), les facteurs qui conduisent à l'impunité de ces crimes graves sont multiples, qui contribuent à prolonger la violence : l'enlisement dans le conflit provoque la perte de tous repères de normalité sociale et juridique ; l'intégration de

certains bourreaux issus de groupes armés dans les forces officielles, vécue comme une injustice terrible par les victimes ; l'absence de prise en charge des survivants par l'État, et en particulier des enfants nés du viol qui n'ont souvent d'autre choix que de rejoindre à leur tour des groupes armés et alimentent le cycle intergénérationnel de la violence. Comme le souligne régulièrement le Dr. Mukwege, la prise en charge holistique des victimes, qui est une nécessité absolue, a connu bien des avancées sous l'influence de la société civile et des ONG telles que la Fondation Panzi. Sur le plan médical, psychologique, socio-économique, des actions concrètes existent, et le modèle holistique de l'hôpital de Panzi à Bukavu est reproduit ailleurs. Reste que droit et justice sont, en effet, comme le rappelle l'avant-propos, le seul « pilier » qui dépende exclusivement de la volonté étatique. L'État est responsable d'élaborer le cadre normatif et institutionnel de l'État de droit. Sans État, il ne peut y avoir de droit ; sans droit, il ne peut y avoir de justice ; sans justice, il ne peut y avoir de paix. -

Or, la justice en situation conflictuelle ou post-conflictuelle, quelle qu'en soit la forme, est trop souvent défaillante. En RDC, la justice est excessivement coûteuse pour les plaignants et entravée par la corruption, la lenteur, l'inaccessibilité géographique, la perte de confiance des usagers, l'absence de protection des victimes, l'absence d'exécution des peines. Les délais légaux sont intenable ; la réparation est exclusivement centrée sur une indemnisation presque jamais effective. Comment faire mieux ? Tout en posant des diagnostics lucides et sans concession sur l'existant, les auteurs du présent ouvrage mettent aussi en lumière les avancées de ce pilier juridique.

Un premier ouvrage de la Chaire Mukwege, paru fin 2022, avait ouvert la voie, rassemblant les leçons inaugurales prononcées à Liège fin 2019 lors du premier Congrès. Selon la méthode holistique, l'ouvrage faisait place aux médecins, psychiatres et psychologues, analysant les viols commis en temps de guerre et leurs terribles conséquences pour les victimes, principalement des femmes ; aux juristes, présentant l'état des droits humains protégeant femmes et filles dans les conflits armés ; aux sociologues, chercheurs en études africaines, et aux économistes, étudiant les programmes de réparations face aux défis socio-culturels, ou la résilience des communautés victimes.

Entre 2018 et 2023, les membres de la Chaire se sont rassemblés à Angers, à Liège et à Bukavu. En 2023, après la reprise des activités de la Chaire (entravées par la pandémie de Covid-19), celle-ci a décidé de consacrer son second ouvrage en totalité au pilier juridique. Plusieurs raisons ont motivé cette décision : comme le souligne le dédicataire de la Chaire, le pilier juridique est le maillon faible, que ce soit sur le terrain ou dans les recherches académiques. Même si l'intérêt porté au sujet s'est considérablement accru ces dernières années, encore peu de publications francophones lui sont dédiées. Il s'agit alors de contribuer à visibiliser ces violences spécifiques si mal comprises,

et de permettre au public intéressé de comprendre le rôle du droit et des juristes. Sont ici rassemblées les contributions sélectionnées des Congrès de Liège et Bukavu, enserrées en amont et en aval par des comptes-rendus de rencontres organisées à Angers. Début 2018, à l'occasion du Doctorat *honoris causa* décerné par l'Université d'Angers à Denis Mukwege, une demi-journée pluridisciplinaire visait à éclairer et tenter de comprendre ce phénomène des violences sexuelles liées aux conflits. Ouverte par le Docteur, elle fut conclue par Véronique De Keyser qui annonçait la prochaine rencontre à Liège en septembre 2018 (quelques jours avant l'annonce du prix Nobel de la Paix décerné à Denis Mukwege et Nadia Murad) et la naissance de la Chaire. Diffusée sur France culture, la rencontre fait ici l'objet d'un compte-rendu synthétique en ouverture. Les autres contributions, quant à elles, sont ordonnées de manière thématique et non chronologique.

En première partie, il s'agit d'analyser comment le droit (et ses juges) contribue à protéger les victimes et à poursuivre les responsables, en allant du général au particulier, en partant des normes internationales jusqu'à leur application concrète par des autorités régionales ou locales. L'action onusienne dans la lutte contre les violences sexuelles met d'abord en lumière un cadre général foisonnant, plus stratégique et diplomatique que juridiquement contraignant. Puis on parcourt le chemin des survivants dans la difficile quête du rétablissement de leurs droits, que ce soit devant la Cour africaine des droits de l'homme, devant la Cour internationale de Justice, ou devant les juridictions nationales, en RDC et ailleurs. Chacun des auteurs analyse, sous un angle qui est le sien, les défis à relever, les obstacles à surmonter, les espoirs aperçus ou déçus, tant l'attente est immense.

Une seconde partie, plus importante en volume, illustre toute l'actualité et la diversité des besoins et mesures de réparations. Selon la même logique, on suit d'abord le chemin du droit international matériel, qui consacre un véritable droit à réparation des victimes de violations massives et systématiques de leurs droits. Si les créanciers de ce droit sont multiples (individus, familles, communautés), les débiteurs le sont tout autant (membres de groupes armés, exécutants ou décideurs, politiciens, individus ou entités, voire l'État lui-même), à commencer par le ou les individus coupables. Plusieurs interventions ont été rédigées par des chercheurs et praticiens congolais, qui ont eu accès à des données uniques et précieuses, tant elles sont difficiles d'accès : sur les formes de justice en RDC (coutumière ou étatique, pénale, civile ou militaire), sur les formes et méthodes de réparation (indemnisation, calcul des montants, arrangement amiable, évaluation *ex aequo et bono*) ; sur l'inefficacité généralisée de cette justice, dont les décisions restent inexécutées au Sud-Kivu à 95 % (!), et où même l'État ne paie pas son dû lorsqu'il est condamné *in solidum*.

Or, on n'aura de cesse de dire et répéter que les États sont internationalement responsables des violations de leurs obligations de prévention, de protection et de répression, et redevables de leurs comportements, de la passivité complice de celui qui détourne le regard, à la quasi-culpabilité (même si la responsabilité de l'État n'est pas de nature pénale) de celui qui viole le *jus cogens*, ce droit impératif, indérogeable. Comment responsabiliser davantage les États ? Telle est la question posée à Angers fin août 2023 lors d'une table ronde d'experts en marge de la session biannuelle de l'Institut de droit international qui s'y tenait alors. Un compte-rendu de ces réflexions sur les « *strategic litigations* » conclut ainsi l'ouvrage.

Ce n'est là qu'une partie du chemin seulement, car les membres de la Chaire Mukwege et leurs partenaires de tous pays et de toutes disciplines se retrouvent à Angers en juin 2024 pour un 4^e Congrès consacré au thème « Violences sexuelles & enfance en guerre » (VSEG), puis à Montréal en décembre 2024 sur le sujet « Mettre fin aux violences basées sur le genre : autonomisation des femmes et développement durable ». De nouvelles publications sont donc à venir.

L'équipe du projet VSEG a sélectionné, récolté et relu les différentes contributions, et rédigé les comptes-rendus introductif et conclusif. Les coordinatrices du présent ouvrage tiennent à remercier chaleureusement les « parties prenantes » au processus menant à l'édition de cet ouvrage : les ingénieurs d'études du projet, Julien Hellio et Lison Grunhut, qui les ont accompagnées pendant plusieurs mois dans ce travail ; l'ensemble des auteurs sélectionnés qui ont accepté de se remettre à l'ouvrage, ainsi que le comité scientifique qui a contribué au processus de relecture. L'équipe est heureuse, au nom de la Chaire Mukwege, de contribuer au rapprochement entre chercheurs et acteurs de terrain, entre Europe et Afrique, et au dialogue résolument interdisciplinaire au sein duquel les juristes s'inscrivent ici. Puisse cet ouvrage apporter sa pierre à l'édifice que construisent depuis de longues années les combattants pour la paix et la justice tels que le Dr Mukwege, avec et pour les victimes et survivant.e.s de ces crimes internationaux odieux et imprescriptibles, et contribuer à ce qu'un jour justice leur soit rendue.

Bérangère TAXIL, Isabelle FOUCHARD,
et Coralie KLIPFEL

Les Auteurs

TAXIL Bérangère

Professeure de droit public, Université d'Angers
Responsable scientifique du projet ANR « Violences sexuelles & enfance en guerre » (VSEG)
Membre du Conseil scientifique de la Chaire Mukwege

FOUCHARD Isabelle

Chargée de recherche - HDR au CNRS, Institut des sciences juridique
et philosophique de la Sorbonne (ISJPS), Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
Co-responsable scientifique du projet ANR « Violences sexuelles & enfance en guerre »
(VSEG)

KLIPFEL Coralie

Docteure en droit public de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
Chercheuse post-doctorante dans le projet ANR « Violences sexuelles & enfance en guerre »
(VSEG)

ALIÉ Maryse

Avocate au Barreau de Bruxelles
Experte invitée, Université libre de Bruxelles
Assistante, Université Saint-Louis de Bruxelles

AMISI BWAGA Emmanuel

Licencié en droit

Assistant à la Faculté de droit, Université officielle de Bukavu

ASSOUMOU Danouchka

Doctorante en droit à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Coordinatrice juridique chez Avocats sans frontières Canada au Mali

BAHATI CIBAMBO Aline

Chef de travaux à la Faculté de droit, Université catholique de Bukavu

Doctorante aux Universités libre de Bruxelles et Université catholique de Bukavu

BWAMI KABALAMA Yves

Assistant à la Faculté de droit, Université officielle de Bukavu

Avocat au Barreau du Sud-Kivu

BYAOMBE MALUMALU Christian

Doctorant à l'Université catholique de Louvain

Assistant à la Faculté de droit, Université officielle de Bukavu

Avocat au Barreau du Sud-Kivu

CHAMBU NTIZIMIRE Pierrot

Professeur de droit et Doyen de la Faculté de droit, Université officielle de Bukavu

Avocat au Barreau du Sud-Kivu

KAJABIKA CHABAHANGA Pappy

Avocat, Membre élu du Conseil de l'Ordre du Barreau du Sud-Kivu

Chef de travaux et enseignant à la Faculté de droit

Doctorant en droit

LWANGO MIRINDI Patient

Docteur en sciences juridiques, Université libre de Bruxelles

Professeur de droit aux Universités officielle de Bukavu et Université catholique de Bukavu

MAHESHE Trésor

Professeur de droit, Université catholique de Bukavu

Avocat au Barreau du Sud-Kivu

MASSIAS Jean-Pierre

Professeur de droit public, Université de Pau et des Pays de l'Adour

Président de l'Institut francophone pour la justice et la démocratie (IFJD)

MBOKANI Jacques B.

Professeur de droit, Université de Goma

Collaborateur scientifique à l'Université catholique de Louvain

MIKEBA KAPIPA François dit Cicéron

Licencié en droit, Assistant à la Faculté de droit, Université officielle de Bukavu

MINGASHANG Ivon

Professeur de droit, Université de Kinshasa
Chercheur au Centre de recherche en sciences humaines (CRESH, Kinshasa)
Membre de la Commission de droit international (CDI) de l'ONU

MOULIER Isabelle

Maître de conférences en droit public, Université Clermont-Auvergne

MUHINDO MAGADJU Pacifique

Professeur de droit aux Facultés de droit, Université de Goma
et Université catholique de Bukavu

MUKWEGE Denis

Médecin gynécologue-obstétricien
Président, Fondateur et Directeur médical de l'hôpital de Panzi et de la Fondation Panzi
Prix Nobel de la Paix 2018

NDAYAMBAJE Olivier Dismas

Docteur en droit public
Enseignant-chercheur, École nationale d'administration (ENA) de Bujumbura
et Université du Burundi

SALAMA KIZITO Edith

Assistante à la Faculté de droit, Université officielle de Bukavu

van STEENBERGHE Raphaël

Chercheur qualifié du Fonds national de la recherche scientifique belge (FNRS)
Professeur de droit international, Université catholique de Louvain

SUPIOT Elsa

Professeure de droit privé et sciences criminelles, Université d'Angers

THIBAUT DE MAISIÈRES Amélie

Substitut du Procureur du Roi au Parquet de Bruxelles

Table des matières

MUKWEGE Denis	Avant-propos	7
TAXIL Bérangère, FOUCHARD Isabelle et KLIPFEL Coralie	Préface	9

PARTIE INTRODUCTIVE

COMPRENDRE LE PHÉNOMÈNE ET SON CADRE JURIDIQUE INTERNATIONAL

	Comprendre, punir, prévenir : points de vue pluridisciplinaires. <i>Compte-rendu de table ronde (Angers, 2018)</i>	15
TAXIL Bérangère et MASSIAS Jean-Pierre	Violences sexuelles dans les conflits armés : quelles réponses du droit international et de la justice transitionnelle ?	45

PREMIÈRE PARTIE

**PROTÉGER LES VICTIMES
ET POURSUIVRE LES RESPONSABLES
EN DROIT INTERNATIONAL ET DROIT INTERNE**

MOULIER Isabelle	L'action des Nations Unies dans la lutte contre les violences sexuelles	77
LWANGO MIRINDI Patient, MIKEBA KAPIPA François dit Cicéron et AMISI BWAGA Emmanuel	La prise en charge systématique des victimes de violences sexuelles. <i>Essai de qualification juridique et prise en compte dans la jurisprudence de la Cour d'appel et de la Cour militaire du Sud-Kivu de 2006 à 2021</i>	103
ALIÉ Maryse et THIBAUT DE MAISIÈRES Amélie	Les violences sexuelles dans l'Est de la RDC. <i>Les poursuites et décisions nationales et internationales sous l'angle des victimes</i>	117
MAHESHE Trésor	Analyse sociojuridique des violences sexuelles et basées sur le genre à partir de l'affaire <i>Céline c. RDC</i>	137
KAJABIKA CHABAHANGA Pappy	La contribution du juge congolais à la lutte contre l'impunité des auteurs de violences sexuelles. <i>Expérience du Tribunal de grande instance de Bukavu</i>	163
SUPIOT Elsa	L'identification génétique des auteurs de violences sexuelles en situation de conflit armé	183
MINGASHANG Ivon	L'évaluation du préjudice subi par les victimes de viols et violences sexuelles à l'aune de l'arrêt en réparation rendu par la CIJ en date du 9 février 2022	201

SECONDE PARTIE

RÉPARER LES PRÉJUDICES

MOULIER Isabelle	Le droit à réparation des victimes de violences sexuelles	239
van STEENBERGHE Raphaël	Réparation au profit des victimes de violences sexuelles liées aux conflits armés. <i>Cadre général en droit international et cas particulier des poursuites en RDC</i>	271

NDAYAMBAJE Olivier Dismas	Les difficultés d'accès à la justice et ses conséquences sur l'effectivité de la réparation en faveur des victimes de violences sexuelles en République démocratique du Congo301
MBOKANI Jacques B.	Les tribunaux congolais face au défi des réparations pour viol en tant que crime de droit international313
MUHINDO MAGADJU Pacifique et BAHATI CIBAMBO Aline	Réparation en faveur des victimes des violences sexuelles en RDC. <i>Entre avancées législatives, stagnation et pratiques judiciaires...</i> 345
ASSOUMOU Danouchka	La réparation des violences sexuelles. <i>Une analyse comparée entre justice étatique et justice coutumière en République démocratique du Congo (RDC)371</i>
SALAMA KIZITO Edith, BYAOMBE MALUMALU Christian et CHAMBU NTIZIMIRE Pierrot	De l'évaluation <i>ex aequo et bono</i> des préjudices moraux des victimes de violences sexuelles devant les juridictions congolaises. <i>Un compromis entre théorie satisfaisante de la réparation morale et exemplary or punitive damages theory385</i>
BWAMI KABALAMA Yves et CHAMBU NTIZIMIRE Pierrot	L'arrangement amiable en matière de violences sexuelles. <i>Une clé d'accès à l'indemnisation des victimes de violences sexuelles en République démocratique du Congo ?....405</i>
	Conclusion :
	Le contentieux stratégique face aux crimes de masse <i>Compte-rendu de table ronde (Angers, 2023)425</i>
Les Auteurs441
Table des matières445

Créé en 2013, l'**IFJD - Institut Louis Joinet** est une ONG, dont l'objet est d'analyser, renforcer et mettre en œuvre les mécanismes liés aux **processus de transition, vérité, justice et réconciliation**. Il déploie ses activités en France et dans le monde. Il se distingue par l'expertise académique de ses membres, mise au service de ses engagements et de la qualité de ses activités pédagogiques, scientifiques et opérationnelles.

L'IFJD soutient la **lutte contre l'impunité** des violations graves des droits humains et accompagne, à la suite d'une dictature, d'un conflit armé ou d'une crise politique aiguë, mais aussi dans le cadre du renforcement démocratique d'un État, l'émergence d'une **société pacifiée et réconciliée**. Pour ce faire, il est organisé autour de trois pôles d'activités complémentaires : la réflexion, la formation et l'action opérationnelle, dans le cadre d'une politique de **recherche-action**.

S'appuyant sur les recherches menées en son sein, il **forme** les professionnels d'aujourd'hui et de demain, **accompagne** l'ensemble des acteurs des processus de démocratisation en s'impliquant à leurs côtés dans des actions de terrain et participe, à destination de tous les publics, à la **diffusion des connaissances** concernant ces mécanismes.

Constituant un **espace de médiation et de dialogue** entre acteurs de terrain, experts, décideurs, universitaires et journalistes, l'IFJD inscrit son action dans les principes énoncés par Louis Joinet et œuvre pour que le plus grand nombre de personnes, notamment les individus et les groupes les plus fragiles ou marginalisés, soient associés et participent effectivement aux mécanismes de rétablissement de leurs droits.

<https://institut.ifjd.org/>

Pour nous soumettre une publication,
ainsi que pour tout renseignement :

contact@ifjd.org

Les ouvrages de l'Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie (IFJD)
peuvent être commandés sur le site de la LGDJ :
<http://www.lgdj.fr> (rubrique : Transition & Justice)
ainsi que sur les autres sites marchands habituels ou dans les librairies.

- 41 MOUVEMENTS RÉVOLUTIONNAIRES ET DROIT CONSTITUTIONNEL**
Lina MEGAHED et Nicolas PAUTHE (dir.)
2023 - 504 pages - Prix : 35 € TTC - ISBN 978-2-37032-398-9
- 40 ENTRE INCLUSION ET EXCLUSION : LA DOUBLE FACE DE LA CITOYENNETÉ**
Camille AYNÉS (dir.)
2023 - 312 pages - Prix : 29 € TTC - ISBN 978-2-37032-390-3
- 39 ARCHIVES ET DROITS HUMAINS**
Jens BOEL, Perrine CANAVAGGIO et Antonio GONZÁLEZ QUINTANA (dir.)
2023 - 420 pages - Prix : 28 € TTC - ISBN 978-2-37032-380-4
- 38 L'APRÈS-CONFLIT. Approche croisée : justice, institutions, médias**
Ludivine THOUVEREZ et Anne COUSSON (dir.)
2023 - 216 pages - Prix : 19 € TTC - ISBN 978-2-37032-379-8
- 37 L'EFFET UTILE : MÉTHODE D'INTERPRÉTATION OU OUTIL D'ÉMANCIPATION DU JUGE ?**
Sophie MONNIER (dir.)
2023 - 174 pages - Prix : 19 € TTC - ISBN 978-2-37032-359-0
- 36 LES INTERPRÉTATIONS CONCURRENTES DE LA CONSTITUTION**
Patricia RRAPI (dir.)
2023 - 384 pages - Prix : 29 € TTC - ISBN 978-2-37032-357-6
- 35 VULNÉRABILITÉS ET ACCÈS AU JUGE**
Romain LAULIER et Blandine MALLEVAEY (dir.)
2023 - 348 pages - Prix : 32 € TTC - ISBN 978-2-37032-358-3
- 34 DROIT ET POUVOIR EN HAÏTI. De l'expérience louveturienne à l'occupation américaine**
Frédéric CHARLIN et Yves LASSARD (dir.)
2022 - 480 pages - Prix : 29 € TTC - ISBN 978-2-37032-347-7
- 33 LES ARCHIVES DE LA JUSTICE**
Sophie MONNIER et Karen FIORENTINO (dir.)
2022 - 144 pages - Prix : 19 € TTC - ISBN 978-2-37032-339-2
- 32 LE CONSTITUTIONNALISME FACE AU POPULISME EN EUROPE CENTRALE**
Nicolas HAUPAIS, Tristan POUTHIER, Piotr SZWEDO et Wojciech ZAGORSKI (dir.)
2021 - 210 pages - Prix : 22 € TTC - ISBN 978-2-37032-317-0
- 31 RACE ET DROIT**
Lionel ZEVOUNOU (dir.)
2021 - 222 pages - Prix : 19 € TTC - ISBN 978-2-37032-311-8
- 30 LES COMMISSIONS VÉRITÉ ET RÉCONCILIATION EN AMÉRIQUE LATINE**
Jean-Pierre MASSIAS (dir.)
2021 - 354 pages - Prix : 28 € TTC - ISBN 978-2-37032-296-8
- 29 JUSTICE SOCIALE ET JUGES**
Carole NIVARD (dir.)
2020 - 246 pages - Prix : 24 € TTC - ISBN 978-2-37032-301-9
- 28 DROIT ET VÉRITÉ**
Michael KOSKAS (dir.)
2020 - 174 pages - Prix : 19 € TTC - ISBN 978-2-37032-277-7
- 27 STÉPHANE HESSEL. Les perspectives d'un engagement**
François GENTON et Philippe GRÉCIANO (dir.)
2020 - 228 pages - Prix : 24 € TTC - ISBN 978-2-37032-274-6
- 26 LES PRATIQUES DE VÉRITÉ ET DE RÉCONCILIATION
DANS LES SOCIÉTÉS ÉMERGENT DE SITUATIONS VIOLENTES OU CONFLICTUELLES**
Joana ETCHART et Franck MIROUX (dir.)
2020 - 240 pages - Prix : 22 € TTC - ISBN 978-2-37032-272-2
- 25 ENCAMPÉS, DE QUEL(S) DROIT(S) ?**
Marjorie BEULAY, Anne-Laure CHAUMETTE, Laurence DUBIN et Marina EUDES (dir.)
2020 - 480 pages - Prix : 29 € TTC - ISBN 978-2-37032-261-6
- 24 EL CONTROL DE CONSTITUCIONALIDAD EN CUBA. Pasado y presente
LE CONTRÔLE DE CONSTITUTIONNALITÉ À CUBA. Passé et présent**
Martha PRIETO VALDÉS (dir.)
2021 - 288 pages - Prix : 24 € TTC - ISBN 978-2-37032-217-3
- 23 MODES DE NORMATIVITÉ ET TRANSFORMATIONS NORMATIVES
De quelques cas relatifs aux droits et libertés
MODES OF NORMATIVITY AND NORMATIVE TRANSFORMATION
Some cases about rights and freedoms**
Véronique CHAMPEIL-DESPLATS, Laurent THÉVENOT, Jérôme PORTA (dir.)
2020 - 492 pages - Prix : 35 € TTC - ISBN 978-2-37032-228-9

- 22 RÉPARER L'INJUSTICE : L'AFFAIRE MAURICE AUDIN**
Sylvie THÉNAULT et Magalie BESSE (coord.)
2019 - 258 pages - Prix : 25 € TTC - ISBN 978-2-37032-230-2
- 21 JUSTICE CONSTITUTIONNELLE ET TRANSITION DÉMOCRATIQUE**
Jean-Pierre MASSIAS (dir.)
2019 - 180 pages - Prix : 19 € TTC - ISBN 978-2-37032-214-2
- 20 L'ISLAM EN DROIT INTERNATIONAL DES DROITS DE L'HOMME**
Mustapha AFROUKH (dir.)
2019 - 312 pages - Prix : 26 € TTC - ISBN 978-2-37032-215-9
- 19 LES VINGT ANS DU TRAITÉ DE ROME portant Statut de la Cour pénale internationale**
Delphine EMMANUEL (dir.)
2019 - 282 pages - Prix : 25 € TTC - ISBN 978-2-37032-218-0
- 18 DICTIONNAIRE JURIDIQUE DES TRANSITIONS ÉCOLOGIQUES**
François COLLART DUTILLEUL, Valérie PIRONON et Agathe VAN LANG (dir.)
2018 - 882 pages - Prix : 45 € TTC - ISBN 978-2-37032-178-7
- 17 L'EXTENSION DU DÉLIT DE NÉGATIONNISME**
Thomas HOCHMANN et Patrick KASPARIAN (dir.)
2019 - 150 pages - Prix : 19 € TTC - ISBN 978-2-37032-212-8
- 16 LE DROIT D'ASILE**
Marion TISSIER-RAFFIN (dir.)
2017 - 280 pages - Prix : 29 € TTC - ISBN 978-2-37032-170-1
- 15 L'ADAPTATION DU DROIT PÉNAL FRANÇAIS À L'INSTITUTION DE LA COUR PÉNALE INTERNATIONALE**
Pascal PLAS et Damien ROETS (textes réunis par)
2018 - 164 pages - Prix : 25 € TTC - ISBN 978-2-37032-169-5
- 14 PRÉCISION ET DROITS DE L'HOMME**
Véronique CHAMPEIL-DESPLATS (dir.)
2017 - 212 pages - Prix : 30 € TTC - ISBN 978-2-37032-130-5
- 13 LA LANGUE DU PROCÈS**
Pascal PLAS (dir.)
2017 - 238 pages - Prix : 29 € TTC - ISBN 978-2-37032-126-8
- 12 L'IMMUNITÉ**
Virginie SAINT-JAMES et Pascal PLAS (dir.)
2017 - 200 pages - Prix : 25 € TTC - ISBN 978-2-37032-121-3
- 11 JUAN MOREU ESTRADA - DANS LES CAMPS DE LA RETIRADA 1939-1940**
Michel C. KIENER et Claude SIMEONI (dir.)
2017 - 194 pages - Prix : 25 € TTC - ISBN 978-2-37032-119-0
- 10 LES TRANSITIONS CONSTITUTIONNELLES DANS LE MONDE ARABE. Réflexion prospective**
Malik BOUMEDIENE et François FRISON-ROCHE (dir.)
2017 - 152 pages - Prix : 25 € TTC - ISBN 978-2-37032-118-3
- 9 VÉRITÉ ET MÉMOIRE DANS LES PROCESSUS DE RÉCONCILIATION : expériences internationales et défis pour le cas basque**
Ouvrage en 4 langues : basque, français, espagnol et anglais
IDHPA (Instituto de Derechos Humanos Pedro Arrupe) (dir.)
2018 - 470 pages - Prix : 35 € TTC - ISBN 978-2-37032-076-6
- 8 RÉVOLUTIONS ET DROITS DE L'HOMME. Aspects théoriques**
Véronique CHAMPEIL-DESPLATS (dir.)
2016 - 268 pages - Prix : 35 € TTC - ISBN 978-2-37032-087-2
- 7 RÉVOLUTIONS ET DROITS DE L'HOMME. Aspects politiques : le cas des révolutions arabes et moyen-orientales**
Véronique CHAMPEIL-DESPLATS (dir.)
2015 - 246 pages - Prix : 35 € TTC - ISBN 978-2-37032-050-6
- 6 JUSTICE, MÉMOIRES ET CONFLITS**
Véronique CHAMPEIL-DESPLATS (dir.)
2015 - 224 pages - Prix : 29 € TTC - ISBN 978-2-37032-049-0
- 5 LA FERMETURE DU TRIBUNAL PÉNAL INTERNATIONAL POUR L'EX-YOUGOSLAVIE**
Virginie SAINT-JAMES et Pascal PLAS (dir.)
2015 - 180 pages - Prix : 29 € TTC - ISBN 978-2-37032-047-6
- 4 RELIGIONS ET TRANSITIONS. Quels défis après les révolutions arabes ?**
Xavier PHILIPPE et Nataša DANELCIUC-COLODROVSKI (dir.)
2015 - 158 pages - Prix : 25 € TTC - ISBN 978-2-37032-045-2
- 3 JUSTICE TRANSITIONNELLE. Propositions pour le Pays basque**
Ouvrage en 4 langues : basque, français, espagnol et anglais
Jon Mirena LANDA (dir.)
2014 - 576 pages - Prix : 45 € TTC - ISBN 978-2-37032-021-6
- 2 TRANSITIONS CONSTITUTIONNELLES ET CONSTITUTIONS TRANSITIONNELLES. Quelles solutions pour une meilleure gestion des fins de conflit ?**
Xavier PHILIPPE et Nataša DANELCIUC-COLODROVSKI (dir.)
2014 - 240 pages - Prix : 35 € TTC - ISBN 978-2-37032-022-3

1 LA JUSTICE FACE AUX RÉPARATIONS DES PRÉJUDICES DE L'HISTOIRE.

Approche nationale et comparée

Xavier PHILIPPE (dir.)

2013 - 196 pages - Prix : 25 € TTC - ISBN 978-2-37032-001

ANNUAIRE

ANNUAIRE 2021 *de Justice transitionnelle*

Marina EUDES, Emmanuel GUEMATCHA, Jean-Pierre MASSIAS, Xavier PHILIPPE, Pascal PLAS (dir.)
2022 - 624 pages - couverture rigide - Prix : 45 € TTC - ISBN 978-2-37032-349-1

ANNUAIRE 2020 *de Justice transitionnelle*

Marina EUDES, Emmanuel GUEMATCHA, Jean-Pierre MASSIAS, Xavier PHILIPPE, Pascal PLAS (dir.)
2021 - 612 pages - couverture rigide - Prix : 45 € TTC - ISBN 978-2-37032-314-9

ANNUAIRE 2019 *de Justice transitionnelle*

Marina EUDES, Emmanuel GUEMATCHA, Jean-Pierre MASSIAS, Xavier PHILIPPE et Pascal PLAS (dir.)
2020 - 442 pages - couverture rigide - Prix : 45 € TTC - ISBN 978-2-37032-258-6

ANNUAIRE 2015 *de Justice pénale internationale et transitionnelle*

Jean-Pierre MASSIAS, Xavier PHILIPPE et Pascal PLAS (dir.)
2017 - 632 pages - couverture rigide - Prix : 49 € TTC - ISBN 978-2-37032-127-5

ANNUAIRE 2014 *de Justice pénale internationale et transitionnelle*

Jean-Pierre MASSIAS, Xavier PHILIPPE et Pascal PLAS (dir.)
2014 - 620 pages - couverture rigide - Prix : 49 € TTC - ISBN 978-2-37032-070-4

L'Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie (IFJD)
invite les auteurs intéressés à lui adresser leur projet de publication à
magalie.besse@ifjd.org

Votre Livre
de A à Z

Conception

Maquette

Mise en page :

contact@akilafote.fr

Akilafote.fr



Droit international et violences sexuelles dans les conflits armés Contributions de la Chaire Mukwege (2019-2023)

42

Si les violences sexuelles dans le cadre des conflits armés existent depuis des siècles, leur dénonciation est relativement récente. Depuis 2019, la Chaire Mukwege rassemble autour de son dédicataire des universitaires d'Europe, d'Afrique et d'Amérique, qui œuvrent au développement d'une recherche interdisciplinaire sur ce dramatique phénomène, selon une méthode holistique développée sur le terrain, à l'hôpital de Panzi à Bukavu. Au sein des piliers scientifiques qui la composent, le volet juridique est souvent considéré comme le maillon faible, source de défis qui lui sont propres. Parce que l'effectivité du droit dépend bien souvent d'une volonté politique, la mise en œuvre d'une protection judiciaire des victimes fait cruellement défaut. Si les plaidoyers des ONG de lutte contre l'impunité sont essentiels, c'est aussi par la systématisation des recherches en droit (international, régional, national, comparé) que pourront être diffusées les évolutions permettant d'œuvrer à une meilleure prise en charge des victimes.

Convaincus de la nécessité des réparations pour les victimes et des poursuites contre les responsables, pour lutter contre l'impunité et ainsi briser le cycle itératif de la violence, les membres de la Chaire ont tenu à rassembler au sein d'un même ouvrage une sélection des contributions juridiques des Congrès internationaux organisés par la Chaire à Liège (en 2019) et Bukavu (en 2022), ainsi que des tables rondes d'Angers en amont et en aval des Congrès.

Cet ouvrage s'adresse non seulement aux juristes, mais également à toute personne qui s'intéresse à la protection des victimes de violences sexuelles liées aux conflits ainsi qu'à la promotion, à tous les niveaux, des droits fondamentaux des personnes.

À travers cette expertise juridique, les contributeurs et les membres de la Chaire réunis autour du prix Nobel de la Paix Denis Mukwege nous guident sur la voie de la recherche d'une justice et d'une dignité pour toutes les victimes de violences sexuelles dans les conflits armés.



Diffusion Lextenso/LGDJ



Prix : 25 € TTC
ISBN 978-2-37032-415-3